

Les facteurs qui influent sur L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DES PROJETS DE TRANSPORT

Pour remédier aux causes premières du changement climatique, il faut qu'il y ait une acceptabilité sociale des solutions. L'une de ces solutions consiste à transformer le système électrique à partir de sources non polluantes et à utiliser l'électricité pour alimenter davantage de nos activités quotidiennes.

Au vu des résultats des sondages, on constate régulièrement que les Canadiens sont vivement en faveur des technologies fondées sur les énergies renouvelables pour produire de l'électricité à l'aide du vent, du soleil et de l'eau. Cependant, cet appui généralisé n'est pas toujours présent au niveau communautaire où les Canadiens s'opposent souvent aux projets fondés sur les énergies renouvelables. Afin de mieux saisir les facteurs qui influent sur l'acceptabilité sociale des énergies renouvelables et des projets de transport, le Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick (CCNB) a entrepris une étude mixte en 2022.

Lors de groupes de réflexion nationaux et d'un sondage, le CCNB a exploré les possibilités de limiter les obstacles aux énergies renouvelables et aux projets de transport au niveau des échéances, de l'envergure et des personnes :

- **Échéances** : des politiques climatiques visant à instaurer en moins de 15 ans des systèmes électriques carboneutres au Canada (2035).
- **Envergure** : Modèles d'électrification suggérant que le système électrique au minimum doublera afin d'alimenter les moyens de transport, les maisons et les entreprises.

- **Personnes** : Les Canadiens sont favorables aux énergies renouvelables (vent, soleil et eau), mais s'opposent aussi aux nouvelles énergies renouvelables et aux nouveaux projets de transport, ce qui provoque des retards ou des annulations de projet.

Aux fins de ce projet de recherche, le terme « **communautaire** » désigne les énergies renouvelables et les projets de transport à l'intérieur, aux abords et à proximité des collectivités; en d'autres termes, selon un point de vue régulier.

L'acceptabilité sociale est une réponse favorable ou positive (dont l'intention, le comportement et, lorsque cela est pertinent, l'utilisation) vis-à-vis d'un système technologique ou socio-technique sur place proposé par les membres d'une unité sociale donnée (pays ou région, communauté ou ville ou ménage, organisation)¹.

Nous avons achevé la Phase 1 de ce projet de **recherche** avec sept groupes de réflexion en mars 2022. Il s'agissait d'une recherche en science sociale sur l'acceptabilité sociale des projets énergétiques appuyée par l'évaluation des résultats du groupe de réflexion. Lors de la Phase 2, nous avons mené un sondage auprès de 1 800 Canadiens en avril 2022.

¹ J. Gaede and I. H. Rowlands; Visualizing Social Acceptance Research a Bibliometric Review of the Social Acceptance Literature for Energy Technology and Fuels. *Energy Research & Social Science*, Volume 40 (p.142-158)

Principaux résultats

Selon les résultats du groupe de réflexion, on constate que l'acceptabilité sociale des énergies renouvelables et des projets de transport est fondée sur les évaluations de l'équité, plus particulièrement en ce qui a trait à la répartition des coûts et des avantages sociaux et financiers (par ex., justice distributive) ainsi qu'à l'accès et à la participation aux décisions et à l'influence sur ces décisions.



Les résultats du sondage confirment que les évaluations de l'équité influent sur l'acceptabilité d'un règlement fédéral visant à créer un système électrique non polluant d'ici à 2035. Nous avons aussi constaté que ce sont les évaluations interpersonnelles de l'équité (qui m'affectent par rapport aux autres ou qui affectent les autres) et non pas les évaluations intrapersonnelles (qui m'affectent moi) qui sont les moteurs importants de l'évaluation de la politique sur l'électricité. Lors de nos tests des narratifs sur l'électricité, nous avons aussi constaté qu'un encadrement collectif accroît les perceptions de l'équité et l'acceptabilité de la politique sur l'électricité.

Équité

Il y a au moins six façons dont les personnes évaluent l'équité :

- **Perspective intrapersonnelle** : ma situation financière va s'aggraver.
- **Perspective interpersonnelle** : je serai dans une situation pire que celle des autres. Tout le monde sera touché dans la même mesure; les personnes à faible revenu seront donc plus affectées que celles ayant un revenu élevé; et les plus grands consommateurs d'électricité seront les plus touchés.
- **Perspective intergénérationnelle** : la nature, l'environnement et les générations à venir seront protégés².

Ces évaluations de l'équité se produisent clairement lors des discussions suscitées dans le cadre des groupes de réflexion sur les avantages communautaires susceptibles de provenir des énergies renouvelables et des projets de transport, dont :

- l'éducation (pour qu'ils participent efficacement) et les avantages personnels et financiers sociaux sont importants (emplois, partenariats économiques, incitatifs/rabais, allègements fiscaux, parrainages communautaires), et avantages environnementaux;
- les craintes de répercussions communautaires sans avantage communautaire.

Les avantages communautaires allaient du parrainage communautaire au fait de savoir que l'électricité générée est une électricité à laquelle la collectivité peut se fier, en passant par une baisse des taxes de ventes, des impôts fonciers et du coût de l'électricité. D'autres personnes ont indiqué qu'elles tiraient une fierté communautaire des projets de leur collectivité.

² Schuitema G., L. Steg et M. v. Kruijing (2011). When are transport policies fair and acceptable? Soc Just Res, 24, 66-84.



L'accès et la participation aux processus de prise de décisions (par ex., justice de reconnaissance) ainsi que les possibilités d'influer sur la prise de décisions (par ex., justice participative) sont aussi importants pour accroître l'acceptabilité sociale des énergies renouvelables et des projets de transport. Les participants du groupe de réflexion sur l'influence que les communautés ou les citoyens doivent avoir sur l'emplacement des projets ont indiqué un vif désir de voir un processus démocratique, notamment :

- Un accès et une qualité de participation, ainsi que la possibilité pour les collectivités de faire valoir leur choix. Certains participants du groupe de réflexion veulent voter concernant une série d'options; d'autres veulent être consultés et acceptent que d'autres prennent la décision finale. Les participants ont aussi fait part de leurs craintes vis-à-vis d'un pouvoir déséquilibré à cause d'intérêts et de préjugés, et pensent que des experts neutres devraient conseiller les citoyens.

Les participants du groupe de réflexion ont aussi décrit d'importants facteurs à prendre en considération concernant les projets de transport; ils ont notamment fait part de certaines craintes liées à la sécurité énergétique et à la souveraineté si les provinces dépendent trop des importations d'électricité.

Le potentiel d'un commerce d'électricité interprovincial plus intense est un facteur important à prendre en considération alors que certaines provinces tentent d'obtenir de l'hydro-électricité pour favoriser

l'élimination du charbon de leurs systèmes d'électricité. Nous voyons ce facteur dans l'Atlantique par les discussions actives en cours concernant les options de construction d'une boucle de transport énergétique de l'Atlantique visant à transporter de l'hydro-électricité de Terre-Neuve et Labrador au Québec en passant par le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. Les participants du groupe de réflexion ont dit qu'ils étaient ouverts à ce transport, dans certaines limites. Les participants :

- sont ouverts au partage (« nous le faisons maintenant pour l'essence ») et considèrent le transport comme un « mal nécessaire »;
- sont préoccupés par la vue et les effets sur la santé;
- veulent que l'on tienne compte des solutions de rechange et que l'on enfouisse les lignes de transmission;
- craignent qu'on utilise les lignes de transmission seulement pour les exportations;
- se posent des questions concernant le risque pour la souveraineté et la sécurité énergétique si une province dépend trop de l'électricité d'une autre province.



Dans quelle mesure l'analyse du CCNB correspond-elle aux autres recherches en science sociale? Très bien. Les responsables de la méta-analyse de Nature Climate Change

concernant 51 articles scientifiques couvrant 89 études et plus de 119 000 personnes ont découvert que les évaluations d'équité et d'efficacité influencent massivement l'opinion publique concernant les solutions liées au changement climatique, comme les règlements et les taxes. La confiance dans les institutions est aussi cruciale : elle est le troisième facteur le plus important des évaluations de la politique sur le changement climatique³.

³ Bergquist M., A. Nilsson, N. Harring et coll. Méta-analyses de quinze déterminants de l'opinion publique concernant les lois et les taxes liées au changement climatique. Nat. Clim. Chang. 12, 235–240 (2022). <https://doi.org/10.1038/s41558-022-01297-6>

Contexte narratif

Les participants du groupe de réflexion ont réagi à une série d'arguments de narratifs axés sur la transformation de l'électricité. À partir de la rétroaction des participants, deux narratifs ont été élaborés à des fins de tests expérimentaux dans le cadre du sondage. Le but de l'expérience était de déterminer si différents cadres narratifs influençaient différemment les évaluations de l'équité et l'acceptabilité politique. Les deux narratifs variaient principalement au niveau de l'autoréférence et de la référence collective.

Le narratif de l'autoréférence met en lumière les effets intrapersonnels, dont le coût de la vie et l'abordabilité. Le narratif de la référence collective met en lumière les effets interpersonnels, dont les avantages sociaux et personnels. Les deux narratifs étaient de la même longueur et présentaient l'équité de la même façon. Chaque narratif traitait le changement climatique différemment : le narratif de l'autoréférence en parlait peu, tandis que le narratif collectif en soulignait les causes, les effets et la nécessité de prendre des mesures. Chaque narratif variait seulement légèrement dans l'utilisation des absolus (mots ou chiffres).

Pour tester l'influence des narratifs, l'échantillon de 1 800 personnes a été réparti en trois groupes de taille égale : un groupe témoin et deux groupes expérimentaux, chacun d'eux lisant un narratif. Le groupe témoin n'a pas été exposé à un narratif. Les participants ont répondu à trois questions servant à mesurer les perceptions de l'équité et de l'acceptabilité

d'une politique fédérale sur l'électricité (dans le cadre de son plan d'action pour le climat, le gouvernement fédéral prévoit de réglementer les fournisseurs d'électricité pour que, d'ici à 2035, ils produisent peu, voir pas d'émissions de gaz à effet de serre. Cette politique permettra aussi d'accroître la taille du système électrique global du Canada de sorte qu'il fournisse l'électricité nécessaire aux véhicules électriques, aux camions et aux systèmes de transport public. Ces investissements pourraient hausser le prix de l'électricité, mais la facture d'électricité des ménages n'augmentera pas si les maisons bénéficient de rénovations éconergétiques et si les véhicules passent de l'essence à l'électricité. Dans quelle mesure considérez-vous que cette mesure politique est équitable (acceptable)? »

Les deux narratifs augmentent les perceptions de l'équité, mais le narratif de l'autoréférence intensifie aussi les perceptions de l'iniquité (sur le plan personnel et par rapport aux autres), comparativement au narratif collectif. Du point de vue statistique, le narratif collectif affichait des notes d'iniquité substantiellement inférieures. Du point de vue statistique, le narratif d'autoréférence a produit une note inacceptable substantiellement plus élevée par rapport au narratif collectif. Cependant, les deux narratifs ont accru les notes d'acceptabilité par rapport au groupe témoin. Les deux narratifs ont aussi substantiellement amélioré les perceptions de l'équité intergénérationnelle (envers la nature et les personnes) par rapport au groupe témoin.



Près de la moitié des participants ont déclaré être tout à fait d'accord ou d'accord avec le fait que les personnes à faible revenu seront plus affectées que les personnes au revenu élevé. Du point de vue statistique, aucun des narratifs n'a eu une influence significative sur ce résultat.

Au vu des résultats de la recherche mixte du CCNB, nous pensons que le narratif suivant est un bon point de départ pour encadrer les communications axées sur l'électricité et les efforts de participation.

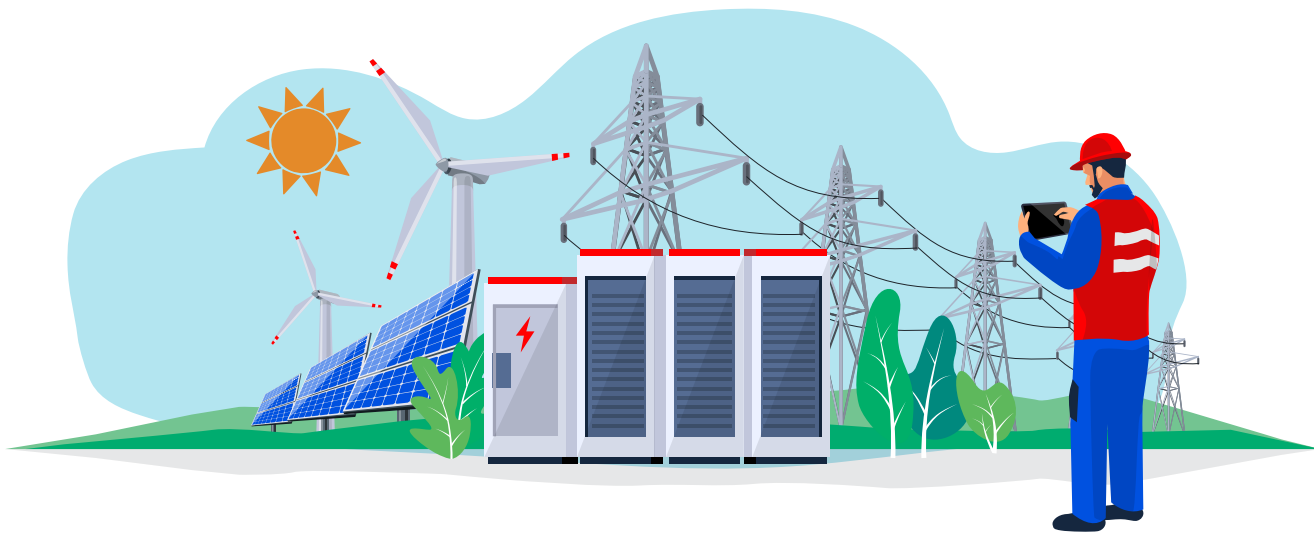
L'électricité produite par la combustion du charbon, du pétrole et du gaz pollue l'atmosphère et est propice aux phénomènes météorologiques extrêmes. Nous voyons bien comment les inondations, les vagues de chaleur et les feux de forêt nuisent à la santé et à la sécurité des Canadiens. Les scientifiques nous disent que le monde a changé la façon dont nous devons utiliser l'énergie aujourd'hui si nous voulons préserver la sécurité des personnes et de la nature. L'un des moyens de remédier au changement climatique consiste à créer des sources d'électricité non polluantes pour alimenter les véhicules électriques et les systèmes de transport public, nos maisons et nos entreprises.

Nous avons besoin de milliards de dollars d'investissement pour renouveler le système électrique du Canada. L'électricité produite à partir d'éoliennes coûte moins cher que celle issue du charbon, du pétrole, du gaz et

du nucléaire. Lorsque les lignes de transport d'énergie relieront les provinces, l'électricité non polluante atteindra les Canadiens de manière fiable.

Cependant, pour que nos factures d'électricité demeurent abordables, nous devons utiliser l'électricité efficacement. Nous pouvons payer moins en utilisant un véhicule électrique au lieu d'un véhicule à essence. Or, pour susciter ces économies d'énergie, il faut de l'argent. Les Canadiens ont besoin d'incitatifs financiers pour rendre les véhicules électriques et les rénovations domiciliaires abordables. Nous devons former des travailleurs afin d'avoir l'expertise nécessaire pour rénover les maisons et les entreprises. Nous devons aussi veiller à ce que les citoyens et les collectivités aient leur mot à dire concernant l'emplacement des projets liés aux énergies renouvelables et des lignes de transport ainsi que la taille des projets, et aient la possibilité de former des partenariats et de tirer parti des projets.

Finalement, nous remarquons que, durant tout le sondage, les notes souples (légèrement juste/ acceptable, neutre, légèrement injuste/inacceptable) étaient élevées. Ces notes souples confirment celles de sondages précédents sur l'énergie et l'électricité, et laissent penser qu'il y a une possibilité d'influencer l'opinion publique par une participation équitable, une bonne conception politique et des communications efficaces. De tels efforts seront essentiels pour obtenir l'acceptabilité sociale des énergies renouvelables et des projets de transport.



Recommandations

Pour accroître l'acceptabilité sociale des énergies renouvelables et des projets de transport, les communications, les propositions politiques et les campagnes doivent servir à :

■ Défendre l'équité pour accroître l'acceptabilité

- Définir l'équité, surtout en regard des autres, des générations à venir, de la nature
- La politique et les programmes doivent servir à protéger les ménages à faible revenu et être progressifs (par ex., des effets proportionnels à la contribution au problème; proportionnels au revenu/à la capacité de payer) et
- Il faut défendre les droits des collectivités/citoyens à l'accès, à l'influence, à l'éducation et à l'expertise.

■ Édifier la confiance

- Réclamer la transparence, la participation du public, l'accès ouvert à l'information, l'application pour accroître la confiance du public envers le gouvernement.
- Mettre les acteurs de l'industrie/des services publics au défi (proportionnellement à la contribution au problème et au revenu).
- Tenir compte des six évaluations de l'équité (justice distributive), ainsi que de la reconnaissance et de la justice procédurale lors de la conception des politiques et des programmes.

Afin d'éviter de provoquer des débats et du scepticisme lors de nos communications, nous recommandons :

- **d'éviter les absolus** (par ex., dire « une solution », « plus propre », et non pas « la solution » ou « propre »);
- **d'éviter au maximum les débats concernant les chiffres ou le nombre d'années qui restent** pour

éviter le réchauffement global de 1,5 degré (utiliser une série de chiffres; souligner la nécessité de prendre des mesures dès maintenant;

- **de faire des comparaisons** (« les énergies éolienne et solaire coûtent moins cher que le charbon, le pétrole, le gaz et le nucléaire) pour accroître la confiance dans l'efficacité des solutions proposées;
- **de parler des résultats** de l'équité dans toutes les communications;
- **de pratiquer la communication dynamique** à l'aide d'exemples locaux précis afin de favoriser les communications locales/régionales. Le défi consiste à ne pas « avoir l'air d'un politicien » lorsqu'on utilise un narratif national avec des références de plus haut niveau aux projets fondés sur des énergies renouvelables mis en œuvre aujourd'hui;
- de procéder à d'autres tests pour explorer les cadres de **partage**, de **sécurité** et de **souveraineté** liés aux réseaux de transport.
- **Élaborer une politique intelligente**

Afin de réussir la mise en œuvre de la norme fédérale d'électricité propre en vue d'un réseau carboneutre d'ici à 2035, il faut :

- **assujettir les investissements fédéraux et les fonds de programmes** à des résultats axés sur l'équité, notamment en réduisant au maximum les retombées sur les tarifs de l'électricité, en facilitant l'accès aux rénovations pour les ménages et les familles à faible et à moyen revenu;
- **renforcer la transparence et l'efficacité des accords d'équivalence**; exiger une réforme politique et législative provinciale (lois sur la Commission de l'énergie et des services publics et sur l'électricité, adaptations de la politique sur l'énergie, stratégies d'électrification);
- **exiger des ententes sur les prestations communautaires**, dont les partenariats financiers potentiels, l'accès de la collectivité et des citoyens à l'information et la participation à des consultations.

Les facteurs qui influent sur L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DES PROJETS DE TRANSPORT

Par Dr. Louise Comeau, Conseil de
conservation du Nouveau-Brunswick



Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick

180 St. rue John
Fredericton Nouveau-Brunswick
Canada E3B 4A9

T. (506) 458-8747
E. info@conservationcouncil.ca
www.conservationcouncil.ca